

Les comptes de la Nation en 2002

La consommation s'infléchit, la demande des entreprises recule

Julie Labarthe, division Comptes trimestriels,
Jean-Marie Saunier, division Synthèse générale des comptes, Insee

En 2002, le produit intérieur brut s'accroît de 1,2 % en volume. L'activité en France, comme dans l'ensemble de la zone euro, ralentit pour la deuxième année consécutive. La baisse des créations d'emplois freine la masse salariale. Toutefois, les allègements d'impôts et la hausse des prestations sociales limitent le ralentissement du revenu disponible brut. Le taux d'épargne des ménages continue de progresser, et les dépenses de consommation des ménages s'infléchissent nettement. Cependant, leur consommation totale, qui inclut les dépenses supportées par les administrations publiques, demeure le seul soutien intérieur à la croissance.

Les entreprises réduisent leur demande : elles reportent leurs projets d'investissement et réduisent leurs stocks. Le taux de marge des entreprises non financières, stable depuis trois ans, est en léger recul, la valeur ajoutée progressant moins rapidement que les coûts salariaux.

Le déficit public s'accroît et atteint 3,1 % du produit intérieur brut. Le taux de prélèvements obligatoires, en diminution pour la troisième année consécutive, représente 43,9 % du PIB.

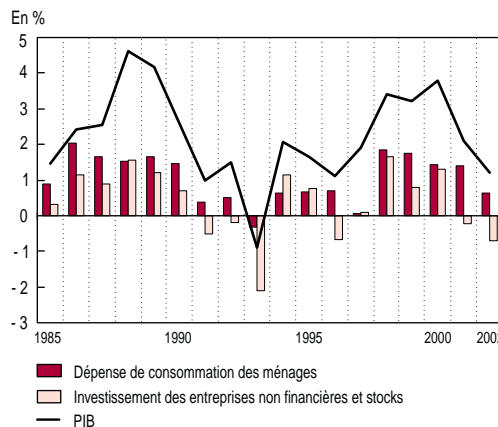
L'année 2002 confirme le ralentissement amorcé en 2001. Après une fin d'année 2001 très mal orientée, le léger regain début 2002 ne s'est pas transformé en reprise. Au contraire, l'activité ralentit tout au long de l'année. En moyenne annuelle, le PIB augmente de 1,2 % en volume après 2,1 % en 2001, et plus de 3,0 % les trois années précédentes. Cette situation n'est pas propre à la France. Le recul de la croissance touche l'ensemble des économies ; le PIB de la zone euro augmente de 0,8 %.

La demande intérieure est très affaiblie. Du côté des ménages, la dépense de consommation ralentit très nettement. En dépit de ce ralentissement, la consommation effective, qui comprend également les dépenses supportées par les administrations publiques, reste le principal soutien de l'activité. Elle contribue pour 1,4 % à la croissance du PIB (tableau 1). Du côté des entreprises, la réduction des investissements et le mouvement de déstockage jouent négativement sur la croissance, à hauteur de 0,7 %.

Le ralentissement de l'activité touche surtout le secteur des biens. La production manufacturière est réduite par les comportements de déstockage et de freinage des dépenses d'investissement. La construction, également en forte décroissance, souffre de la diminution de l'investissement des entreprises et des collectivités locales. Soutenus par la consommation financée par les ménages ou les administrations publiques, seuls les services connaissent une dégradation moindre.

Comme en 2001, le commerce extérieur n'a que peu d'impact sur la croissance, sa contribution est de 0,3 %.

① Contributions à la croissance de la demande des entreprises et de la dépense de consommation des ménages



Source : Comptes nationaux - base 95, Insee

Le pouvoir d'achat augmente de 1,9 %

Le revenu disponible des ménages progresse de 3,9 %, il ralentit nettement par rapport à 2000 et 2001. Sa principale composante, la masse salariale, en

hausse de 3,5 %, s'infléchit après deux années exceptionnelles en termes de créations d'emplois (tableau 2). Elle augmentait en effet de plus de 5 % par an. Il en est de même des revenus des indépendants. Les intérêts et les dividendes reçus par les ménages diminuent, consé-

quence de la détérioration de la situation économique à partir de 2001.

Le décrochement du revenu disponible est cependant moins fort que ne le suggère l'évolution des revenus issus de l'activité et de la propriété. Les baisses d'impôts et la croissance des prestations jouent dans l'autre sens. Les prestations chômage et les indemnités journalières maladie croissent en effet très vivement.

Les impôts payés par les ménages sont en baisse de 0,4 %, notamment sous l'effet des mesures fiscales sur l'impôt sur le revenu (baisse de 5 % de l'impôt, doublement de la prime pour l'emploi...). Les prestations (hors transferts en nature) progressent de 5,1 %, contre 3,9 % l'année précédente.

Comme les prix à la consommation augmentent de 2,0 % en moyenne annuelle, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages s'accroît de 1,9 %, après des augmentations supérieures à 3 % les deux années précédentes. L'évolution des prix s'explique principalement par la hausse des taxes sur le tabac, l'augmentation des loyers et la revalorisation des honoraires des médecins.

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

Prix courants, en pourcentage et en milliards d'euros

	Évolutions en volume au prix de l'année précédente			Prix 2002/2001	Valeur 2002 (milliards d'euros)	Contributions à la croissance du PIB 2002
	2000	2001	2002			
Produit intérieur brut (PIB)	3,8	2,1	1,2	1,8	1520,8	1,21
Importations	14,6	1,3	0,6	- 2,8	380,2	- 0,16
Total des emplois finals	5,9	1,9	1,1	0,9	1901,0	-
Consommation effective des ménages	2,7	2,9	2,0	1,9	1053,8	1,38
dont : dépense de consommation						
- des ménages	2,7	2,6	1,2	2,0	823,0	0,65
- individuelle des adm. publiques	3,2	3,3	5,1	1,6	220,6	0,72
Consommation effective des administrations publiques	2,2	2,4	2,6	1,9	142,4	0,24
Formation brute de capital fixe	7,8	1,9	- 1,6	1,3	296,0	- 0,31
dont : - sociétés non financières						
et entreprises individuelles	8,5	3,4	- 2,9	0,5	163,7	- 0,33
- ménages	3,4	0,8	0,8	2,8	73,1	0,04
- administrations publiques	10,0	- 0,4	- 1,5	1,8	46,4	- 0,05
Variation de stocks (en contribution à la croissance)	0,4	- 0,6	- 0,4	-	- 4,3	- 0,36
Exportations	12,6	1,6	1,5	- 1,6	411,6	0,42

Source : Comptes nationaux - base 95, Insee

Révisions du PIB

La présente publication apporte des modifications aux évaluations déjà publiées par l'Insee pour la croissance des années 2000 à 2002.

La croissance de 2000 en volume n'est pas révisée par rapport à la publication d'avril 2002. L'évolution des prix du PIB est légèrement rehaussée de +0,2 %. Les modifications proviennent principalement de l'utilisation de données comptables exhaustives sur le champ des entreprises non financières. Elles portent essentiellement sur la valeur ajoutée.

Pour 2001, la croissance est revue de +0,3 point. Elle est estimée à 2,1 % en volume contre 1,8 % dans la publication de l'année dernière. La révision des prix du PIB est de 0,3 point. La croissance du PIB en valeur s'établit à 3,9 % au lieu de 3,3 %. Ces changements proviennent de l'utilisation de sources comptables sur les entreprises - y compris banques et assurances - et de la disponibilité des comptes des administrations publiques locales. Les dépenses de consommation des administrations publiques et les variations de stocks ont été rehaussées. En particulier, les indicateurs utilisés sous-estimaient la valeur ajoutée des

branches des biens de consommation et des biens intermédiaires. Le taux de marge des entreprises non financières est donc revu à la hausse.

Pour 2002, les évaluations publiées le 21 février 2003 lors des *Premiers Résultats* pour le quatrième trimestre 2002 ont été enrichies par la prise en compte de nouvelles informations. La croissance du PIB en volume reste inchangée. En valeur, elle est révisée de +0,2 %.

Les comptes des administrations publiques pour l'année 2002 dont les *Premiers Résultats* ont été publiés dans les *Informations rapides* le 11 mars 2003 ont été légèrement modifiés par la prise en compte d'informations complémentaires. Le tableau suivant fournit la nouvelle chronique de ratios de finances publiques :

Taux en % du PIB	1999	2000	2001	2002
Déficit public*	- 1,8	- 1,4	- 1,5	- 3,1
Dette publique*	58,5	57,2	56,8	59,0
Dépenses publiques	53,6	52,7	52,6	53,6
Prélèvements obligatoires	45,5	45,0	44,7	43,9

* au sens du traité de Maastricht

Source : Comptes nationaux - base 95, Insee

Les transferts sociaux soutiennent la croissance

La hausse du pouvoir d'achat ne se répercute pas totalement sur la dépense de consommation des ménages. Alors qu'elle augmentait à un rythme très soutenu depuis 1998, elle ne croît en volume que de 1,2 % après 2,6 % en 2001 et 2,7 % en 2000. Le taux d'épargne augmente pour atteindre 16,7 %. La dégradation du marché du travail incite les ménages à constituer une épargne de précaution. De plus, une partie des allègements d'impôts, fortement concentrés en fin d'année, a été, au moins dans un premier temps, épargnée.

La consommation en biens manufacturés marque le pas ; elle n'augmente que de 0,9 % après 3,5 % en 2001. La consommation de services est moins touchée, elle s'accroît de 1,8 % après 2,4 %, tirée en particulier par le secteur des télécommunications.

En revanche, les dépenses de consommation couvertes par des transferts sociaux, en particulier les soins de santé, déjà en forte hausse, s'accroissent : avec une augmentation en volume de 5,1 % (contre 3,3 % en 2001), les

transferts sociaux en nature expliquent plus de la moitié de la croissance de la consommation effective des ménages. Finalement, celle-ci ne s'infléchit que légèrement. Elle conserve un rythme de croissance soutenue de 2,0 %.

La hausse des transferts sociaux n'avait jamais été aussi élevée depuis 1982. Elle est due principalement à la hausse des remboursements de santé et dans une moindre mesure à l'augmentation des aides au logement et à la mise en place de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie.

Baisse de la demande des entreprises non financières

Pour la première fois depuis 1996, les investissements des entreprises ont contribué négativement à la croissance. De 1997 à 2000, l'investissement augmentait en volume à un rythme annuel proche de 9 %. Mais, depuis 2001, les entreprises reportent leurs projets d'investissement. Ainsi, la formation brute de capital fixe des entreprises non financières, en diminution depuis le deuxième trimestre 2001, décroît en moyenne annuelle de 2,9 % en 2002. Autre composante de la demande des entreprises, les variations de stocks contribuent négativement pour 0,4 point à la croissance du PIB. Les entreprises poursuivent le mouvement de déstockage amorcé en 2001. La baisse de la demande affecte tous les produits, notamment les biens manufacturés.

La prudence des entrepreneurs s'explique d'abord par des facteurs conjoncturels. Leurs anticipations pessimistes sont affectées par la situation économique de la zone euro, notamment de l'Allemagne, et par la chute des marchés financiers.

Le taux de marge des entreprises non financières se dégrade

La croissance de la valeur ajoutée des entreprises non financières, de + 2,4 % en valeur, se réduit fortement par rapport à 2001. Elle est surtout tirée par une hausse de 1,5 % du prix de la valeur ajoutée. Celle-ci traduit la distorsion entre l'évolution des prix à la production en légère hausse et celle des prix des consommations intermé-

2 Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

Prix courants, en pourcentage et en milliards d'euros

	2000	2001	2002	2002
	évolution en % (sauf grandeurs en italique)			(en milliards d'euros)
Produit intérieur brut	4,8	3,9	3,1	1520,8
dont Valeur ajoutée au prix de base	5,1	4,3	3,1	1363,5
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits (1)	2,2	0,9	2,7	157,3
Valeur ajoutée brute par secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	5,8	4,1	2,6	1003,6
Sociétés non financières	5,6	5,0	2,3	795,9
Entreprises individuelles	4,2	4,5	3,2	142,2
Sociétés financières	12,6	-6,0	5,5	65,6
Valeur ajoutée des administrations publiques	3,4	4,1	4,5	247,6
Éléments du partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	5,6	5,2	3,1	574,8
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	6,4	3,2	1,7	393,5
Rémunération des salariés des administrations publiques	3,6	3,9	4,9	208,8
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	5,2	4,4	0,5	254,7
Revenus de la propriété nets versés	17,5	1,5	9,7	97,3
Épargne brute	-2,1	4,4	-0,4	127,0
Formation brute de capital fixe	12,1	4,4	-2,6	151,4
<i>Variation de stocks</i>	11,6	2,5	-4,3	-4,3
<i>Capacité(+) ou besoin(-) de financement</i>	-30,9	-23,4	-12,8	-12,8
<i>Taux de marge (2)</i>	32,7	32,6	32,0	32,0
<i>Taux d'autofinancement (3)</i>	82,0	82,0	83,9	83,9
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	25,4	-17,6	7,9	23,3
Revenus de la propriété nets reçus	24,2	-34,1	211,1	8,4
Formation brute de capital fixe	17,5	-0,8	4,2	12,5
<i>Capacité(+) ou besoin(-) de financement</i>	2,5	-2,1	4,6	4,6
Ménages (y compris entreprises individuelles)				
Excédent brut d'exploitation (4)	3,6	2,9	4,5	119,3
Revenu mixte	5,1	5,5	3,6	118,6
Salaires bruts reçus	5,5	5,4	3,5	588,8
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature (5)	2,7	3,9	5,1	307,5
Dividendes et intérêts nets reçus	10,5	4,1	-4,5	91,3
Impôts courants et cotisations effectives à la charge des ménages	5,1	3,5	1,6	234,1
Revenu disponible brut	4,7	4,8	3,9	988,1
Dépense de consommation finale	4,2	4,3	3,2	823,0
Épargne brute	7,4	7,8	7,4	165,1
Formation brute de capital fixe	4,5	3,8	3,0	85,3
<i>Capacité(+) ou besoin(-) de financement</i>	65,8	68,3	77,8	77,8
<i>Taux d'épargne (6)</i>	15,7	16,2	16,7	16,7
<i>Taux d'épargne financière (7)</i>	7,3	7,2	7,9	7,9
Administrations publiques				
Total des impôts	3,4	3,0	0,2	414,5
Cotisations sociales effectives	4,0	4,0	3,8	250,3
Prestations sociales et autres transferts sociaux en nature versés	3,3	3,9	5,9	495,9
Dépense de consommation collective (8)	4,1	3,4	4,6	142,4
Subventions et aides à l'investissement versées	-1,8	7,0	2,6	35,9
Formation brute de capital fixe	12,8	1,3	0,2	46,4
<i>Capacité(+) ou besoin(-) de financement</i>	-20,0	-22,5	-47,6	-47,6
- État	-34,8	-34,4	-57,5	-57,5
- Organismes d'administration centrale	4,8	5,7	11,0	11,0
- Administrations publiques locales	2,8	2,1	3,3	3,3
- Administrations de sécurité sociale (y c. hôpitaux publics)	7,2	4,0	-4,4	-4,4
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	14,8	1,7	-0,6	332,5
Exportations de services - Importations de services	22,3	-5,1	9,2	28,4
Importations de biens (FAB)	21,8	-0,5	-2,2	329,6
<i>Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde</i>	0,8	-2,0	-8,1	-8,1
Capacité(+) ou besoin(-) de financement de la Nation	18,5	21,4	23,3	23,3

1. Impôts sur les produits = TVA, impôts sur les importations et autres impôts sur les produits (TIPP, taxes sur les tabacs et alcools...). 2. Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée. 3. Épargne brute / FBCF. 4. Excédent principalement tiré de la location de logements, y compris la location fictive des propriétaires à eux-mêmes. 5. Les prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (tsn) sont principalement des prestations sociales en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RMI). 6. Épargne brute / Revenu disponible brut. 7. Capacité de financement / Revenu disponible brut. 8. La dépense de consommation collective des administrations publiques correspond au financement courant de biens ou services pour la collectivité tels que la défense, la justice ou l'administration.

Source : Comptes nationaux - base 95, Insee

diaires. Ceux-ci diminuent notamment avec la baisse des prix du pétrole et des biens intermédiaires.

La productivité du travail progresse légèrement, à la différence de l'année précédente, mais moins rapidement que le salaire moyen par tête qui s'accroît de 2,3 %. Les coûts salariaux augmentent donc plus rapidement que la valeur ajoutée, bien que les créations d'emplois (*encadré*) et le salaire moyen ralentissent. Le taux de marge diminue de 0,4 % après trois années de stabilité. Il s'établit à 39,5 % pour l'ensemble des entreprises non financières. Pour les seules sociétés non financières (hors entreprises individuelles), ce taux s'établit à 32,0 %, en diminution de 0,6 %.

L'épargne des sociétés non financières diminue légèrement : leurs charges financières augmentent et les revenus de la propriété diminuent, ce que la réduction des impôts sur les bénéfices ne compense que partiellement. Cependant, en diminuant leurs investissements et les stocks, les sociétés non financières réduisent faiblement leur besoin de financement.

L'emploi salarié ralentit fortement

Après deux années exceptionnelles en termes de créations d'emplois, l'emploi total augmente en moyenne annuelle de 239 000 emplois, dont 125 000 dans les secteurs concurrentiels. Le ralentissement est le plus marqué dans les secteurs concurrentiels, où 402 000 emplois avaient été créés en 2001 et 548 000 en 2000.

Avec un léger décalage temporel, les évolutions de l'emploi suivent l'activité des secteurs. La diminution est particulièrement sensible dans l'industrie manufacturière (- 2,2 % en moyenne annuelle). Les effectifs salariés du bâtiment se stabilisent. Seul l'emploi tertiaire progresse.

Cet inflexionnement de l'emploi explique la hausse du chômage ; le taux de chômage au sens du BIT atteint 9,1 % à la fin de l'année, soit 0,3 point de plus qu'à la fin 2001.

Le solde extérieur contribue peu à la croissance

En moyenne annuelle, le solde du commerce extérieur évolue peu ; il explique 0,3 % de la croissance en volume. En valeur, il est excédentaire de 31,4 milliards d'euros. Cette faible évolution masque de fortes variations en cours d'année.

Après une année de diminution continue des échanges, le commerce extérieur redémarre au début de l'année 2002, la demande américaine reprenant de la vigueur. Dans le même temps, les exportations françaises profitent du repli du cours de l'euro par rapport au dollar. Les biens de consommation et les biens intermédiaires bénéficient particulièrement de la hausse de la demande mondiale. Les importations de biens, notamment de biens de consommation et d'automobiles, progressent lors des trois premiers trimestres.

Les échanges reculent fortement au quatrième trimestre : la demande de la zone euro est faible, l'activité économique ralentit aux Etats-Unis, alors même que l'euro s'apprécie depuis le début de l'année, ce qui pèse sur les exportations de biens. En particulier, les exportations de biens d'équipement se contractent de 2,3 % alors qu'elles augmentaient de 18 % en 2000. Les exportations de produits aéronautiques sont durement touchées. Dans le même temps, les importations suivent la baisse de la demande intérieure. Déjà affectées par la restriction de l'investissement français, les importations de biens d'équipement diminuent au quatrième trimestre.

Le déficit public dépasse les 3 % du PIB

Le déficit public s'accroît en 2002. Au sens du traité de Maastricht, il s'élève à 47,2 milliards d'euros et représente 3,1 % du PIB. La hausse des recettes, de

1,8 %, est nettement moins rapide qu'en 2000 et 2001, alors que les dépenses continuent de croître de manière soutenue.

Pour la troisième année consécutive, le taux de prélèvements obligatoires diminue et s'établit à 43,9 % du PIB, sous l'effet de la moindre progression des revenus d'activité, de la baisse des revenus de placement et des mesures d'allègements fiscaux.

À l'opposé, les dépenses croissent de 5 %. Les dépenses de fonctionnement progressent sous l'effet notamment du passage aux 35 heures dans les hôpitaux et les collectivités locales, les dépenses de prestations maladie et chômage croissent très nettement. Des réformes pèsent également sur les dépenses, la plus importante étant l'introduction de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie pour les personnes dépendantes.

Les comptes de l'État se détériorent et les administrations de sécurité sociale redeviennent déficitaires. Le financement des administrations publiques par l'endettement s'accroît de 57,9 milliards d'euros, et le poids de la dette publique dans le PIB atteint 59,0 % après 56,8 % en 2001.

Bibliographie

Tableaux complémentaires sur les comptes annuels et trimestriels : deux numéros d'*Informations Rapides* le 29 avril et site internet (www.insee.fr)

« Les comptes des administrations publiques en 2002 », *Insee première* n°895, avril 2003.

« La consommation des ménages en 2002 », *Insee première*, à paraître juin 2003.

« Les échanges extérieurs de la France en 2002 », *Insee première*, à paraître juin 2003.

« Les comptes financiers de la Nation en 2002 », *Insee première*, à paraître mai 2003.

« L'économie française - Comptes de la Nation », édition 2003/2004, *Livre de poche*, à paraître juin 2003.

« Comptes et indicateurs économiques », *Insee Résultats et Cédérom*, à paraître juin 2003.

INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : www.insee.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE Info Service, Service Abonnement
B.P. 409, 75560 Paris CEDEX 12

Tél. : 01 53 17 88 45

Fax : 01 53 17 89 77

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2003

Abonnement annuel = 70 € (France)

87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____

Direction Générale :

18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :

Jean-Michel Charpin

Rédacteur en chef :

Daniel Temam

Rédacteurs : R. Baktavatsalou,

C. Benveniste, C. Dulon,

A.-C. Morin

Maquette : L. Jean

Code Sage IP03894

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2003



INSEE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES